



Congrès du PSE : le temps du renouveau



Après la grande vague des années 80 qui a vu la social-démocratie dominer l'Europe, nous avons assisté au reflux et à la domination de la vague bleue. Les sociaux démocrates cheminent sur une ambiguïté entre socialistes et sociaux libéraux. Protégeant et innovant parfois « ils » furent associés dans la perception des citoyens à la domination libérale. Car la vague rose fut concomitante à la domination du libéralisme, de la dérégulation et de la toute puissance du marché au détriment du social, de l'intérêt général ou des services publics.

Aujourd'hui nous assistons à la fin de la domination socialiste ou social démocrate, à la crise du capitalisme financier, à la défaite des nouveaux conservateurs américains et à la crise écologique.

La confluence des crises, auxquelles il faudrait ajouter la crise alimentaire, impose aux socialistes un nouveau départ. La question du nouveau modèle de développement, un keynésianisme vert, juste, fiable et durable, est tout à la fois nécessaire pour le monde, mais aussi pour affronter les futures échéances électorales. Voilà pourquoi le PS a fait au PSE une proposition globale. Une identité nouvelle codifiée par un pacte progressiste continental, une stratégie nouvelle. Faire l'événement plutôt que subir les événements, en refusant d'être le bouchon qui flotte au grès des opinions, mais la boussole des opinions. Un dispositif nouveau avec une coordination du PSE et un candidat à la Présidence de l'Union en 2014.

A la tribune du congrès, Martine Aubry a résumé cet état d'esprit en déclarant : « *le problème n'est pas d'aller plus au centre ou plus à gauche, mais de savoir quelles sont nos valeurs* ». J'ai moi-même déclaré lors de la conclusion du congrès que « *la politique de la social-démocratie en Europe ne doit pas être centriste mais centrale* ». Harlem Désir a appelé à la « *solidarité entre partis socialistes au*

pouvoir et partis dans l'opposition ainsi qu'à une stratégie commune pour les prochaines élections ». Marie Noëlle Lienemann a estimé que « *le capitalisme vert ne pourra relever le changement du défi climatique. Il y a une voie socialiste et social-démocrate pour réussir Copenhague. Il faut imposer des règles environnementales et sociales à l'OMC supérieures à celles du marché* ». Pour Henri Weber : « *l'Internationalisme, au XXIème siècle, c'est la lutte pour une mondialisation maîtrisée et solidaire, différente de la mondialisation libérale à l'œuvre depuis 30 ans, sous l'égide des Etats Unis et des entreprises multinationales* ».

Liêm Hoang Ngoc a appelé les travaillistes britanniques à la résistance aux pressions de la City et qu'ils aident à ce que les crises comme celles de 1929 et 2008 ne se reproduisent plus.

Dans une intervention très remarquée, Pervenche Berès a lancé : « *le secteur bancaire fait comme si rien ne s'était passé et nous le laissons faire. Si ceux qui parmi nous sont au gouvernement signent nos textes commun, mais vont au conseil pour faire valeurs leurs particularismes nationaux, nous n'avancerons jamais* ».

Ce moment « historique » contribue au moment électoral spécifique et permet d'espérer un nouveau cycle positif pour le PSE. Nos amis anglais bougent déjà vers une nouvelle redéfinition, les Allemands par la voix de Sigmar Gabriel ont été clairs dans la volonté de tourner la page, indiquant que « *si le marché était mondialisé, la régulation ne l'était pas* ».

Prague, le cœur du renouveau a commencé à battre !

Jean-Christophe Cambadélis

Congrès du PSE

Prague, Copenhague : Même combat

Le huitième congrès du Parti socialiste européen devait ouvrir une nouvelle étape, celle de l'élaboration d'un projet social-démocrate européen six mois après l'échec aux élections européennes.

Le congrès avait lieu dans un pays où la social-démocratie pourrait remporter les prochaines élections législatives.

Comme cela a été dit à plusieurs reprises, ce sont tous les modèles du socialisme européen qui ont été battus lors de ces élections de juin où la droite européenne, quant à elle, a pu affirmer son hégémonie alors même que l'irruption de la crise et sa gravité ont remis au goût du jour les thèses de gauche sur la nécessaire régulation de l'économie, l'encadrement des politiques bancaires et la lutte contre la spéculation.

Alors que la social-démocratie commençait à se reconstruire à Prague, le monde avait les yeux tournés vers Copenhague, - pour le coup, le congrès du PSE voulait aussi rappeler l'urgence climatique, tout aussi essentiellement que l'urgence sociale.

Le Parti socialiste français était présent à ce congrès avec une des plus grosses délégations - vingt trois personnes, rivalisant d'importance avec le SPD allemand et le PSOE espagnol. Cette délégation est conduite par Martine Aubry et Jean-Christophe Cambadélis. Elle comprenait en outre Alain Richard, qui a été reconduit à la vice-présidence du PSE, Laurence Rossignol, membre du bureau du PSE femmes, les eurodéputés Harlem Désir, Pervenche Berès, Gilles Pargneaux, Henri Weber, Françoise Castex, Bernadette Vergnaud et Liêm Hoang Ngoc ; David Assouline, Laurent Baumel, Jean-Louis Bianco, Marc Coatanea, Elisabeth Guigou, Cécile Jonathan, Marie-Noëlle Lienemann, Emilie Mirdjanian, qui s'occupe des questions européennes pour le MJS, Medhi Ouraoui, Roberto Romero, Monique Saliou et Marisol Touraine. En outre, Bernard Soulage était présent au titre du Comité des régions et une importante quantité de militants français au titre des « activistes ».

Ce fut également l'occasion de rencontrer la petite section du PS français à Prague.

Un des éléments du congrès était de voir comment le PSE peut fonctionner de manière cohérente sur le plan politique en surmontant le clivage entre partis au pouvoir et partis dans l'opposition. On voit bien que les partis au pouvoir poursuivent des intérêts nationaux qui peuvent mettre à mal les dynamiques unitaires auxquelles aspirent les sociaux-démocrates d'Europe dans leur ensemble. L'affaire Barroso a laissé des traces et il s'agit d'empêcher que se reproduisent les divisions du printemps dernier, en inscrivant par exemple dans les statuts du PSE, la désignation d'un candidat unique à la présidence de la Commission la prochaine fois. Cette réforme des statuts a été acceptée et elle sera validée lors du prochain Conseil du PSE.

En termes d'identité politique, la question de la définition d'une identité social-démocrate est fondamentale. Les Français ont donc proposé que le PSE adopte dans les mois qui viennent une « Déclaration de principes » qui fixe le code génétique du socialisme européen. Cette proposition a été acceptée.

Devant plus de 1500 de congressistes, différents intervenants,

avec lucidité ont analysé les raisons de la défaite et envisagé les conditions de la victoire. Le congrès a réélu Poul Nyrup Rasmussen à sa tête pour un troisième mandat. L'ancien leader syndical devenu Premier ministre du Danemark, le dernier social-démocrate à avoir dirigé ce petit pays scandinave a souhaité engager plus en avant le Parti socialiste européen sur la voie d'une politisation plus forte et d'un renforcement de son action et de sa présence.

Alors que tous les leaders étaient annoncés, peu de chefs de gouvernement social-démocrate étaient présents à part Werner Faymann, Robert Fico ou encore Borut Pahor, Papandréou ayant eu des ennuis de santé. Ces absences ont causé la colère de Sigmar Gabriel qui a expliqué à la tribune du congrès que le PSE devait profiter du poids de ses leaders et se donner les moyens d'avoir une orientation politique et des positions communes y compris quand des socialistes sont au gouvernement.

Martine Aubry a, quant à elle expliqué que puisque tous les modèles de social-démocratie avaient échoué, il fallait reconstruire ensemble un projet innovant tout en retrouvant le lien avec la base sociale qui nous avait porté au pouvoir, c'est-à-dire les couches populaires et le monde syndical.

Bien sûr, Copenhague était dans tous les esprits. Mais au-delà des déclarations d'intention, chacun comprend bien qu'il faut aller plus loin que les promesses. Peut-on être à la fois dans la recherche sans fin du profit et dans l'accumulation d'un côté, tout en voulant protéger la planète ? Complicé de surmonter cette contradiction. Mais le combat des socialistes à Prague et celui des défenseurs du climat à Copenhague est le même, la lutte pour un monde meilleur, mais pour les socialistes, puisque la pollution est une injustice, il faut que le combat écologique soit aussi virulent que le combat social.

Dans la prochaine édition de la Lettre, vous pourrez lire l'intégralité des discours des orateurs français.

Brèves

Grèce: Papandréou veut l'union nationale face à la crise

Le Premier ministre grec Georges Papandréou, dont le pays croule sous une énorme dette qui inquiète l'Europe, a convoqué jeudi une réunion de tous les partis pour démontrer que son pays est déterminé à « nettoyer » son économie.

Cette réunion des chefs des partis de droite, communiste, de la gauche radicale et de l'extrême droite se tiendra la semaine prochaine.

La dette grecque atteint « 300 milliards d'euros, la plus importante de l'histoire du pays », a annoncé le vice-ministre des Finances Philippos Sahinidis.

« Il s'agit de se rassembler dans le combat contre la corruption et en faveur de la transparence, du juste fonctionnement de l'Etat, doté d'un système fiscal juste, que chaque citoyen grec respectera et qui frappera l'évasion et la fraude fiscales », a déclaré M. Papandréou.

Cette réunion est destinée à « donner un puissant message à l'étranger, montrant que nous sommes déterminés à aller de l'avant, à nettoyer notre économie et à donner des perspectives pour un développement différent qui apportera de l'espoir à chaque citoyen grec », a-t-il ajouté.

La droite allemande

La coalition chrétienne-libérale en souffrance

Deux mois après les élections législatives, la coalition chrétienne-libérale d'Angela Merkel subit déjà des nombreuses critiques, et ne serait, au jour d'aujourd'hui et selon les sondages, pas en mesure d'obtenir une majorité au Bundestag.

Les divergences entre les partenaires de coalition ne manquent pas, mais même vis-à-vis de son électorat, le gouvernement allemand a été obligé de rectifier le tir de multiples fois depuis quelques semaines.

Loi d'accélération de croissance

Cette querelle est un condensé des contradictions de la nouvelle coalition gouvernementale. Les libéraux avaient dans leur programme électoral un catalogue de baisses d'impôt. Cette loi, fruit d'une négociation entre les partenaires de coalition, devrait entrer en vigueur dès le début 2010, et coûtera entre 8 et 9 milliards € tous les ans. Elle inclut des augmentations des prestations pour enfants, baisse de toutes les tranches d'imposition en cas d'héritage, amélioration de la déductibilité d'intérêts et de déficits fiscaux pour les entreprises, baisse de la TVA de 19 à 7% pour l'hôtellerie (projet soutenus notamment par la CSU bavaroise).

La coalition a été prise entre deux feux : celui soutenu par le ministre des Finances Wolfgang Schäuble, rejoint dans son analyse par les institutions internationales (OCDE, FMI), et par plusieurs ténors de la CDU qui menacent de ne pas voter la loi. Ils craignent un assèchement trop important des ressources budgétaires. Et celui allumé par les libéraux qui voient comme seule manière de donner du tonus à l'économie des baisses d'impôts et de prélèvements. Le résultat (ladite loi) est un compromis sans véritable direction.

Démission de Franz Josef Jung

Le ministre du Travail, ex-ministre de la Défense sous la grande coalition, a dû démissionner suite à une pression médiatique intense. C'est l'attaque aérienne des camions-citernes de septembre en Afghanistan, ayant fait plus de 140 morts, dont probablement une majorité de civils, qui a causé cette démission. 2 mois après les faits, il a été dévoilé qu'un rapport de l'OTAN pointait déjà quelques jours après cette attaque les erreurs du commandement allemand. Or, seulement des cadres militaires ont reconnu leur responsabilité jusqu'à là. Même le très populaire actuel ministre de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg, a été contraint d'admettre une mauvaise appréciation. Une commission d'enquête parlementaire interrogera les personnes impliquées, et peut-être la chancelière même.

Nomination de Günter Oettinger

Le commissaire européen allemand est considéré par beaucoup d'analystes comme un très mauvais choix. Son envoi à Bruxelles est plus un exil d'un ministre-président (du Bade-Wurtemberg) sans valeur ajoutée pour l'Allemagne. Sa nomination à l'Énergie désole les milieux de l'énergie renouvelable : Oettinger est perçu comme un pro-nucléaire et un grand défenseur de l'industrie automobile (Daimler-Benz se trouve dans sa région). Le choix d'Angela Merkel n'a pas été compris.

Cafouillage autour de Erika Steinbach

Cette députée de la CDU n'a pas voté pour la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse en 1991. C'est une représentante des « expulsés allemands de l'Est européen », qui souhaite imprimer ses visions en se faisant élire au conseil d'administration du Centre des expulsés de Berlin. Le ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle (FDP) est contre cette nomination, et invoque notamment le risque de détériorer les relations avec la Pologne. Merkel n'arrive pas, comme souvent, à trancher, de peur d'éloigner l'électorat des « expulsés » qui vote traditionnellement CDU.

Limogeage du directeur de la chaîne ZDF

Sur instigation d'un des ministre-présidents les plus conservateurs de la CDU (Roland Koch), le contrat de ce journaliste aux points de vue indépendants, dirigeant la plus importante chaîne publique allemande, n'a pas été renouvelé. Cette affaire est vue comme une chasse aux sorcières par tous les médias, droite et gauche confondus, ainsi que par les ténors du FDP.

De l'avis de plusieurs spécialistes de la politique allemande, et conformément à notre première intuition, la nouvelle coalition gouvernementale de l'Allemagne sera plus difficile à gérer pour Angela Merkel : Le FDP est un parti qui était dans l'opposition depuis 1998, et qui a donc bâti son programme plus sur une idéologie libérale (économique mais aussi sociétale) que sur les réalités et sur le quotidien des Allemands. Sur le plan fiscal, son approche est de l'ordre de l'utopique. Sur d'autres sujets, il ne craint pas un affrontement avec la chancelière car il souhaite vraiment se démarquer et être pris au sérieux par son grand partenaire.

Elisabeth Humbert-Dorf Müller

Manifestations en Albanie

Le parti socialiste est dans la rue avec des milliers de personnes devant le siège du gouvernement albanais qu'ils accusent d'avoir manipulé les résultats des législatives de 28 juin.

Les partisans du leader socialiste Edi Rama, le maire de Tirana, ont passé la nuit sous des tentes installées le long du boulevard central de Tirana où le siège du gouvernement albanais est situé.

La place où les protestations se poursuivent est entourée d'écrans diffusant des documentaires contre le gouvernement de Sali Berisha et des panneaux portant des inscriptions «Ouvrez les urnes» et «Où est ma voix?».

Les socialistes, qui ont remporté 65 des 140 sièges du parlement et n'ont eu de cesse de dénoncer les fraudes, refusent de siéger au parlement albanais. Ils demandent un nouveau décompte de voix dans certaines circonscriptions.

Bilan diplomatique de Sarkozy à mi-mandat

Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS chargé des relations internationales, a dénoncé jeudi «la politique des faux semblants» en matière internationale de Nicolas Sarkozy, s'inquiétant d'une «primauté franco-allemande» dans la construction européenne.

C'est «la politique des faux semblants. Nicolas Sarkozy est partout mais la France est nulle part», a déclaré M. Cambadélis lors d'un point de presse, en dressant le bilan de l'activité diplomatique du chef de l'Etat depuis son arrivée au pouvoir en 2007.

«Nous ne connaissons pas la ligne directrice du gouvernement» en matière internationale, a-t-il ajouté, en évoquant les relations avec Washington, l'Afghanistan, l'Iran, la Chine, la Russie ou l'Afrique. Parlant d'une «succession de postures» du chef de l'Etat, M. Cambadélis a lancé : Nicolas Sarkozy «veut être visible alors qu'il faut être lisible».

Les relations avec Washington sont marquées par des «petites piques médiatiques» du chef de l'Etat envers le président américain Barack Obama, mais «il n'y a pas de vrai débat» avec les Etats-Unis, a déploré M. Cambadélis, en relevant que si Nicolas Sarkozy «cédait tout à (l'ancien président George W.) Bush, il ne veut rien céder» à son successeur à la Maison Blanche.

Or, «ni la France, ni le monde occidental n'ont à gagner d'un échec» de Barack Obama, a-t-il estimé.

«Nous ne sommes pas clairs» sur l'Afghanistan et, par rapport à l'Iran, «la position de la France est quasi-incompréhensible», a aussi affirmé M. Cambadélis, qui a qualifié le secrétaire général de l'Elysée Claude Guéant de «régent» concernant la politique française en Afrique.

Enfin, sur la construction européenne, le député de Paris a souligné une «évolution inquiétante», la France ayant selon lui «substitué au projet européen une espèce de fédération franco-allemande».

«On est passé de l'axe franco-allemand à la primauté franco-allemande», a déclaré M. Cambadélis, qui a parlé d'un «pacte de non-dit» entre Nicolas Sarkozy et la chancelière Angela Merkel sur les «déficits français colossaux» et le plan allemand de relance.

Retrouvez l'intégrale de la conférence de presse à l'adresse :

http://www.dailymotion.com/video/xbg02i_bilan-de-la-politique-etrangere-de_news

Asie

Sarkozy et l'Asie

Le Président de la République et ses conseillers et ministres ont fait montre, dans la politique chinoise de la France depuis deux ans, d'un manque de professionnalisme inquiétant. Il l'est d'autant plus s'agissant d'un pays d'un milliard trois cent millions d'habitants, géré par une dictature il ne faut pas l'oublier, et qui de ce fait constitue un grave danger potentiel pour la démocratie dans le monde. Avec le grand bond en avant, la révolution culturelle e tutti quanti, les placards chinois sont pleins à ras bord. Et les Chinois ont un mal extrême à se confronter à leur propre passé, ce qui les prédispose à dériver vers le nationalisme. Il ne faut pas jouer avec

ce feu-là. Or, c'est ce qui a été fait.

On a assisté à une série de stop and go, ce qui a eu pour effet d'irriter les Chinois et de nous faire passer pour des inconstants peu sérieux. En alternant ainsi les bombements de torse et les billets sans retour pour Canossa, non seulement nous n'avons tiré aucun bénéfice, mais nous avons été au contraire assez lourdement pénalisés. Aussi bien le Royaume-Uni que l'Allemagne ont pu adopter, eux, une position ferme, notamment sur le Tibet, sans voir se concentrer sur eux les foudres de Pékin. Du fait de la Présidence française de l'UE à l'époque de la crise, c'est aussi l'Union Européenne qui s'est retrouvée humiliée, avec l'annulation in extremis de la grande réunion Europe-Chine prévue à Lyon.

Face à la Chine, la seule politique valable est d'être ferme sur la durée, en se réservant une marge de manœuvre et en pilotant finement les relations. L'erreur serait de changer de position à la première occasion, et notamment en cédant à la première impulsion « sentimentale », vite reprise par un robuste réalisme d'affaires. Déjà, sous Chirac, la droite avait fait preuve en maintes occasions, s'agissant de l'Asie, d'intempestives « ardeurs adolescentes » entrecoupées d'explosions atomiques propres à nous rendre éminemment sympathiques là-bas, puis de retours à un sens rassis de la Real Politik.

Ce qu'il faut éviter c'est également d'enfoncer avec une théâtralité de Matamore des portes bien ouvertes : réaffirmer le principe d'une seule Chine est au fond ce que dit le Dalai Lama et c'est, d'autre part, éviter de mettre le doigt sur une disposition essentielle de la Constitution chinoise, l'autonomie des régions, qui n'est pas appliquée (mais on sait que l'État de Droit a encore quelques progrès à faire dans ce beau pays !...). À ce jeu-là, nous ne pouvons que nous déconsidérer. Et en Asie, quand on perd la face...

D'autre part, le repositionnement du Président de la République sur la question de l'embargo sur les armes à la suite de Tien An Men est un geste de complaisance qui a des retombées très négatives pour nos relations avec d'autres pays d'Asie. En effet, il n'est pas passé inaperçu notamment du Japon. Ce pays avait exprimé son inquiétude que, de ce fait, on rouvre la boîte de Pandore des tensions militaires en Asie, immense continent qui, contrairement à l'Europe, n'a pas de pacte de sécurité collectif.

Thierry Aube

Réflexions sur les élections parlementaires japonaises

Yukio Hatomaya, Président du Parti démocrate du Japon (PJD), est issu de la plus célèbre dynastie politique japonaise qui, en trois générations, a donné un président du Parlement, un Premier ministre, un ministre des affaires étrangères et enfin, jusqu'à récemment, un ministre de l'intérieur hiérarque du Parti Libéral-Démocrate (PLD), le propre frère de celui que les urnes ont désigné comme Premier ministre. Cette dynastie est également fort bien pourvue sur le plan financier : la mère de Yukio Hatoyama est la fille du fondateur des pneus Bridgestone.

Puisant dans le credo politique de la famille, et notamment dans son maître mot : « Yuai » ou « fraternité », le leader du PDJ appelle à la création d'une union monétaire est-asiatique et plus généralement

néralement à des progrès vers une union politique dans la région. Cela revient – et c'est d'ailleurs un objectif proclamé – à rechercher un assouplissement de la tutelle américaine, mais sans cependant s'en affranchir vraiment.

La poursuite de cet objectif conduit à se confronter à des problèmes importants.

Le premier est que le continent asiatique, énorme et constitué de cultures très diverses, ne possède pas, à la différence de l'« Ouest », un pacte de sécurité collective, tout en étant hérisse de contentieux internationaux qui n'ont pas été apurés, comme on le voit par exemple avec les manifestations récurrentes du nationalisme chinois, sans parler, au Japon, de gestes clairement apologétiques des atrocités commises pendant la guerre. Cela donne la mesure du chemin à parcourir, long et risqué, même si la tâche est dans son principe nécessaire. Cela rend également probables des dissensions au sein de la future constellation gouvernementale, malgré la position pacifiste du PDJ.

Surtout, ce relatif desserrement des liens avec le protecteur américain expose sans transition le Japon à un constat douloureux, celui de la baisse de sa puissance économique, grignotée par une perte constante de compétitivité. Car la Chine s'apprête à ravir au Japon la position de seconde économie de la planète, tandis que l'autre grande puissance asiatique, l'Inde, marche à son tour sur les brisées du Japon. Aussi, de « grand frère » confortablement assis sur une position économique inexpugnable et sur la protection nucléaire américaine, le Japon pourrait bien aborder les changements qui s'annoncent sur la scène géopolitique en revêtant les habits du demandeur.

Pour être annoncé depuis longtemps, et être souvent présenté comme inexorable, ce déclin, même partiel, pose en effet des problèmes politiques majeurs. Notamment, cette recherche d'une certaine dose de « multilatéralisation » ne saurait être en soi un remède aux problèmes structurels légués par des années et des années de gestion devenue tout à fait inopérante par un PLD déboussolé depuis l'éclatement de la bulle financière.

Pour citer un aspect de cette question, il ne faut sans doute pas s'attendre à ce que, le jour où il en aura besoin, le Japon trouve facilement sur les marchés financiers asiatiques (ou autres, d'ailleurs) le financement de sa dette intérieure gigantesque (180% du PIB à l'heure actuelle). Ce sera le cas a fortiori si la politique sociale du PDJ creuse encore le déficit des finances publiques, hypothèse assez probable.

Un autre aspect est que le recentrage des économies asiatiques, dont l'économie chinoise, dont aussi le Japon lui-même, sur le marché intérieur des différents pays pourrait accentuer encore, par ricochet, la difficulté qu'aura le Japon à maintenir suffisamment ses positions à l'exportation. Or, il en aura besoin pour maintenir aussi ses comptes. Il y a là un problème systémique de déphasage entre les politiques suivies par les différents pays pris individuellement et les effets d'ensemble de ces mêmes politiques.

Pourquoi un tel coup de balai électoral n'est-il pas survenu plus tôt ?

Cela fait donc 20 ans que le PLD menait une politique à la fois dangereuse et sans imagination.

De fait, pendant des décennies, le Japon, sous la direction presque continue du PLD, avait engrangé les bénéfices d'une politique axée sur l'exportation et la technologie. Il avait été en mesure

de les redistribuer sous la forme de la sécurité de l'emploi pour une forte part de la population, de subventions à l'agriculture et autres bétonnages systématiques de l'archipel, à la grande satisfaction des entrepreneurs de travaux publics, souvent sous influence mafieuse. L'électorat passait sur les maquignonnages d'arrière-boutique pratiqués systématiquement, et érigés au rang de système dans les années 70, les caisses étant pleines, par le gouvernement Tanaka, et il acceptait plus ou moins la dévolution de facto des décisions politiques à une bureaucratie immuable et bien payée.

Oui mais, les caisses se vidant, le système PLD a continué à gagner les élections jusqu'à ce qu'il finisse par les perdre maintenant. Plusieurs raisons expliquent ce qui apparaît comme une anomalie historique.

La première est que l'opposition n'offrait pas d'alternative crédible. Elle était durablement plombée par l'épisode de 1993-1994, au cours duquel on vit l'éphémère gouvernement de Tomiichi Murayama, leader du Parti Socialiste Japonais, s'allier au PLD par un changement de coalition avant de jeter l'éponge peu après. La gauche a payé très cher cette erreur, le Parti Socialiste ayant d'ailleurs cessé d'exister dans la foulée. Elle a perdu sa capacité à rassembler, laquelle a été reprise, mais tardivement donc, par le PDJ, et avec une inspiration assez nettement déplacée vers le centre ainsi que des interrogations sur la solidité, sur la durée, de la coalition formée.

La seconde est que la « plasticité » protéiforme du PLD a d'abord réussi à subsister, malgré le legs empoisonné, pour les libéraux, qu'avait laissé cet éphémère gouvernement socialiste, à savoir l'instauration d'un scrutin basé notamment sur des circonscriptions uninominales à un tour, le candidat le mieux placé étant élu.

Dans le précédent système, l'électeur se trouvait face à plusieurs candidats sous l'étiquette PLD et pouvait choisir celui qu'il voulait. Une telle « démocratie interne » du PLD entre ses différentes factions constitua pendant longtemps une soupape de sécurité donnant à l'électeur l'illusion d'un pouvoir de choix et sapant très efficacement les efforts de l'opposition. Le nouveau système électoral ne pouvait toutefois que ronger cette belle mécanique, mais celle-ci continua cahin-caha à fonctionner grâce à l'effet de volant accumulé dans les années antérieures.

La troisième est l'effet retardateur qu'eut le long épisode Koizumi sur la prise de conscience du délabrement avancé du PLD. La reviviscence électorale transitoire du PLD fut provoquée notamment par le style direct de ce Premier ministre, qui se voulait moderniste, rejetait le style compassé de l'administration et répudiait les politiques économiques antérieures ainsi que le système des factions internes et tout ce que celui-ci signifiait quant aux mœurs politiques.

Il fit naître de faux espoirs de transformation de son parti. Surtout, sa victoire fut en définitive une victoire à la Pyrrhus. Son « modernisme » accouchait en fait d'une impasse. Car, par son libéralisme aigu, il se délestait de la base rurale traditionnelle du PLD tout en s'aliénant une grosse partie de la population en raison des conséquences sociales de sa politique. Parmi celles-ci, on peut citer notamment l'aggravation du chômage et l'appauvrissement aigu de nombreux retraités, sans compter une entrée dans la vie professionnelle de plus en plus difficile de la jeunesse, les moins de 25 ans n'ayant connu que la crise. Le film « Tokyo sonata » donne ainsi une image saisissante de la dérégulation subie par la petite bourgeoisie.

Par la suite, le rétropédalage laborieux des trois ternes gouvernements qui lui ont succédé ont fini par donner le coup de grâce au système PLD, pleurnichages indécentes de certains ministres aidant. « Non merci » a préféré dire l'électorat.

Et maintenant ? Quelques directions.

La leçon est particulièrement dure pour le PLD, car il s'agit bien d'un désastre électoral. C'est donc un événement majeur, non seulement pour le Japon mais aussi pour le monde.

Beaucoup de commentateurs sont cependant assez réservés sur la marge de manœuvre dont va disposer le nouveau gouvernement tant en ce qui concerne la situation économique du pays que la solidité à la longue de la coalition de partis sur laquelle son action repose. S'agira-t-il d'un épisode transitoire, même s'il est plus prolongé que celui de 93-94 ? Koizumi le dit à l'envi, pensant qu'une bonne cure d'opposition devrait profiter au PLD, préparant sa rentrée sur scène. Bien d'autres analystes soutiennent au contraire que le tournant si spectaculairement pris est durable, voire irréversible.

Quelques leçons.

La première est que cette élection est post-crise, comme l'élection présidentielle américaine. On voit bien que les électeurs ont sanctionné le libéralisme qui a marqué les politiques suivies, la crise ayant fait dépasser un seuil critique dans les souffrances de la population, et ayant fait tomber celle-ci dans une sorte de dépression collective. Compte tenu du côté traditionnellement statique du système politique japonais, c'est à souligner. Nous avons devant nous un nouveau signe d'un changement d'époque. La dimension sociale revient au premier plan (si tant est qu'elle l'ait jamais quitté). On remarquera aussi qu'une coalition de centre-gauche peut faire tomber la droite, surtout quand elle est déconsidérée.

La seconde est corrélativement l'importance que revêt le rôle de l'Etat et des mécanismes collectifs de protection. La demande est très forte au Japon dans ce domaine.

La troisième est la revanche du politique sur l'économisme, qui a montré qu'il menait à un mur, et pas seulement au Japon, bien entendu. La qualité de vie, et le sens de la vie, sont mis au premier plan. Le fait que ceci survienne dans un pays si ancré dans le productivisme est à noter.

La quatrième est la portée du vieillissement de la population, si isolable, au Japon, d'autres facteurs d'évolution en raison de l'homogénéité ethnique dont le pays aime à se targuer et qu'il entretient via une politique d'immigration extrêmement restrictive. Cette évolution touche de nombreux pays du monde, en particulier en Asie. L'élection du PDJ est entre autres choses la conséquence de l'abandon dans lequel se sentent piégés de nombreux Japonais. La Chine est logée à la même enseigne, étant un pays qui risque de « devenir vieux avant d'être développé » pour reprendre la formulation consacrée. On verra bien ce que le nouveau gouvernement va tenter dans ce domaine.

La quatrième a trait à la volonté du Japon de se recentrer sur le développement du marché intérieur, phénomène lui aussi général et dont ce caractère général n'est apparemment pas corrélié – ce qui, au fond, peut surprendre – avec l'affirmation d'une stratégie protectionniste.

Ceci est un phénomène majeur s'agissant de l'Asie. Car ce

continent, en particulier le Japon, puis la Chine qui en a pris la succession, a accepté d'être pour l' « Ouest », surtout pour les Etats-Unis, un inépuisable fournisseur de crédit gratuit car jamais effectivement remboursé, sous la forme d'achats de bons du trésor. Grâce pour beaucoup à l'Asie, les Etats-Unis ne payent pas leur déficit commercial. Si l'Asie vend tant à l'Ouest, c'est parce que, dans le même mouvement, elle lui consent des volumes de crédit énormes.

Donc, si le Japon et d'autres pays asiatiques privilégient le marché intérieur et le bien-être de la population à l'avenir, cela ne peut pas ne pas avoir de profondes conséquences sur le système de financement international que l'on vient de définir. En particulier, l'accent mis sur les systèmes de sécurité sociale signifiera une forte diminution du niveau d'épargne et donc une moindre capacité à financer l'Ouest. Verra-t-on, à cette occasion, un relatif assouplissement du modèle d'exportation à l'honneur ?

Enfin, sur le plan stratégique, une position du Japon plus distante vis-à-vis des Etats-Unis serait un changement majeur, mais la progression sur cette voie semble semée d'obstacles compte tenu des contentieux persistants en Asie et de la forte concurrence existant entre les pays asiatiques. Il ne faut pas oublier non plus la disproportion des populations. Celle du Japon ne représente que moins d'un dixième de celle de la Chine. Ajouté au poids économique grandissant de la Chine, cela permet de voir les risques associés à une politique de rapprochement entre les deux pays.

Communiqués de presse

Iran : pour la libération des prisonniers politiques

Selon la chaîne publique de la République islamique d'Iran, cinq personnes ont été condamnées à mort et 81 autres, dont Abdullah Momeni, porte-parole des étudiants réformateurs, à des peines allant jusqu'à 15 ans de prison. Ils ont été accusés par la justice d'être impliqués dans les protestations qui ont suivi la réélection controversée de M. Ahmadinejad à la présidence de la république.

Ces condamnations extrêmement lourdes sont inadmissibles. Elles ont été prononcées au terme de procès à huis clos et sans la moindre transparence. Elles concernent des opposants politiques qui ont été eux-mêmes les victimes de la répression exercée par les forces de l'ordre et les miliciens islamiques, sans qu'il y ait la moindre sanction contre les responsables de cette violence.

Le Parti socialiste, attaché à défendre les droits et les libertés des citoyens, en France comme partout dans le monde, condamne fermement ces sentences injustes. Il exprime ses vives inquiétudes face à la fuite en avant du régime iranien qui persiste dans la répression des opinions contestataires en Iran.

Communiqué du Bureau national Inquiétudes pour le Sommet de Copenhague

Le Sommet de Copenhague est en danger. À un mois de la conférence sur le changement climatique, le Parti socialiste tient à exprimer sa plus vive inquiétude sur l'état des négociations en cours. La réunion préparatoire à Copenhague de début novem-

bre à Barcelone a été marquée par un mouvement de protestation des pays d'Afrique à l'encontre de l'Union Européenne dont l'objectif de 20 % de réduction des émissions de gaz à effets de serre d'ici 2020 est inférieur aux recommandations du GIEC, et celui de moins 30 % est conditionné à un accord global.

Alors que l'UE avait été à la pointe des négociations précédentes sur le climat, qui avaient abouti au Protocole de Kyoto, elle apparaît aujourd'hui en retrait. Le niveau des engagements de l'Union européenne sur ses propres réductions d'émissions et sur le financement de la transition dans les pays en développement n'est pas suffisant pour que l'UE continue d'avoir un rôle dynamique. La possibilité que le sommet de Copenhague ne se conclue que sur une déclaration politique commune, reportant les engagements à un nouveau traité, fin 2010, renoncement auquel semble se résoudre José Manuel Barroso dont les déclarations ne sont qu'un aveu d'impuissance, s'installe.

Les derniers jours ont été marqués par des déclarations bilatérales, très insatisfaisantes comme celles exprimées par les chefs d'État de la Chine et des États-Unis, plus positives comme l'engagement du Brésil. La priorité est aujourd'hui de redonner à l'UE une voix décisive sur ce sujet, à la veille d'une conférence dont on ne peut accepter qu'elle soit un échec annoncé.

Le rôle de la France est de s'impliquer pour une plus forte présence de l'Union européenne dans la préparation d'un accord global. Le Parti socialiste demande au gouvernement français de s'investir pour que l'Union Européenne se ressaisisse rapidement et reprenne son rôle de leader dans la lutte contre le réchauffement climatique. L'UE doit s'engager plus fortement dans ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre et annoncer qu'elle consacrera 35 milliards d'euros par an d'ici 2020 à l'adaptation des pays en développement.

Honduras - communiqué du secrétariat international

Le 4 décembre 2009

En rejetant toute possibilité de rétablissement du président Ze-

laya, chef d'État en exercice déposé par l'armée le 28 juin, le parlement du Honduras viole l'accord négocié et signé le 30 octobre entre autorités de fait et autorités légales. Cette décision ôte par ailleurs tout effet légitimateur aux élections présidentielles du 29 novembre dernier.

Le Parti socialiste rappelle sa condamnation du coup d'État. Il soutient l'OEA (Organisation des États Américains) qui, saisie du problème, a affirmé fortement la nécessité pour le Honduras d'en respecter la Charte des libertés fondamentales et des droits. Le Parti socialiste appelle les responsables français et européens à joindre leurs efforts à ceux de l'OEA afin qu'un coup de force ne bénéficie d'une impunité dommageable à la stabilité démocratique de l'Amérique latine.

Iran et nucléaire - communiqué de Jean-Christophe Cambadélis

Le 1^{er} décembre 2009

L'Iran vient d'annoncer sa volonté de construire de nouvelles usines d'enrichissement d'uranium et a menacé de limiter sa collaboration avec l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA). Les déclarations iraniennes constituent une nouvelle et inquiétante provocation après le rejet de l'offre, initialement acceptée par l'Iran, visant à échanger son uranium faiblement enrichi contre du combustible nucléaire pour réacteur de recherche.

Le Parti socialiste exprime ses vives inquiétudes face à l'attitude des dirigeants iraniens qui, affaiblis et fragilisés par le puissant mouvement pour la réforme et la démocratie en Iran, se réfugient dans une fuite en avant extrêmement dangereuse pour l'Iran et pour la région.

Il demande à l'Union européenne et au gouvernement français de rester fermes, aussi bien sur le dossier nucléaire que sur le respect des droits de l'Homme en Iran. Les dirigeants iraniens doivent cesser leurs provocations et donner des garanties sur la finalité de leur programme nucléaire. Ils doivent cesser la répression contre les opposants.

Commission Mondialisation Atelier sur le Commerce international

Henri Weber, secrétaire national-adjoint à la Mondialisation vous invite à participer à l'audition :

d'Elie Cohen

Directeur de recherche au CNRS, Professeur à l'IEP Paris, Membre du Conseil d'analyse économique (CAE).

Auteur de:

Le nouvel âge du capitalisme, Fayard, 2005.

L'ordre économique mondial : essai sur le pouvoir régulateur, Fayard, mars 2001

La tentation hexagonale : la souveraineté à l'épreuve de la mondialisation, Fayard, 1996

mercredi 16 décembre

à 17h30

au Bureau de représentation du
Parlement européen

(Salle rez-de-chaussée), 288, Bld st Germain 75007 Paris

(rsvp : yves.attou@yahoo.fr)